



# La Commune



## I - Et maintenant ? (France). II - Où va l'Amérique ?

Publié le dimanche 22 mars 2009



Chronique hebdo n°5 du 22 au 29 mars 2009

supplément à

**la Commune**

journal en langue française de militants du NPA membres du courant international Mouvement Socialiste des Travailleurs -International (IVe Internationale)

N°5, du 22 au 29 mars 2009

"La lutte de classe est nationale dans sa forme, internationale dans son contenu" (Karl Marx)

### Nos liens :

Venezuela : [www.aporrea.org](http://www.aporrea.org)  
[www.mareasocialista.com](http://www.mareasocialista.com)

Argentine : [www.mst.org.ar](http://www.mst.org.ar)

France : [www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

### I - Lutte de classes en France

3 millions de manifestants

Et maintenant ?

Les manifestations du 19 mars ont été à proprement parler impressionnantes, pour reprendre les termes du communiqué confédéral de la CGT à l'issue de cette journée. **3 millions de manifestants ont été recensés dans 219 manifestations.** Pour la petite histoire, la police en recensait un million deux cent mille...à 8h15, avant même qu'elles aient commencé.

Selon la CGT : Le 19 mars, il y a eu plus de manifestations, plus de grèves et beaucoup plus de manifestants que le 29 janvier qui marquait déjà une mobilisation exceptionnelle.

De façon plus détaillée, cela donne :

Dôle	4000	Besançon	17000	Rodez	13000
Brive	2000	Périgueux	8000	Angoulême	25000
Limoges	25000	La Rochelle	10000	Reims	9000
Rouen	45000	Le havre	35000	Caen	45000
Cherbourg	15000	Boulogne/mer	9 000	Dunkerque	10000
Lille	60000	Metz	20000	Nancy	27000
Strasbourg	35000	Colmar	2000	St Brieuc	25000
Orléans	25000	Chartres	13000	Compiègne	10000
Toulon	32000	Nice	23000	Grenoble	60000
St Etienne	45000	Poitiers	35000	Châteauroux	10000
Tours	25000	Angers	20000	Le Mans	42000
Lorient	23000	Quimper	14 000	Brest	8000
Montpellier	45000	Nîmes	35000	Béziers	5000
Avignon	30000	Marseille	320000	Nantes	75000
St Nazaire	18000	Vannes	17000	Rennes	40000
Toulouse	110000	Pau	32000	Bayonne	15000

(Sources : AFP / Le Monde)

Significatif d'une autre manière, le sondage qu'a fait paraître Les Echos, quotidien officieux du Medef :

#### 74 % des Français soutiennent la grève de jeudi 19 mars

Selon un sondage paru dans les Echos de mardi 17 mars, trois Français sur quatre soutiennent le mouvement de grève de jeudi 19 mars. 74 % des personnes interrogées trouvent "justifiée" la journée interprofessionnelle de mobilisation organisées par les syndicats. 55 % des sympathisants de droite et 75 % des catégories supérieures soutiennent ce mouvement. 62 % des personnes jugent la politique du gouvernement Fillon "mauvaise", 34 % "bonne".

Source : Editalis.

Cette enquête d'opinion marque à sa façon la rupture entre Sarkozy et la classe moyenne c'est-à-dire la base sociale sur laquelle Sarkozy entendait s'appuyer lorsqu'il vint au pouvoir. Les couches dites supérieures de salariés que l'on disait "intégrées" à l'Entreprise avec un grand E sont au bord de la révolte. On retrouve une expression de cette fronde des salariés-cadres dans la participation massive d'informaticiens à la manifestation parisienne (plus de 500 dans un même cortège). Le caractère massif des cortèges dans des villes moyennes comme Foix (10 000 manifestants) ou Rodez apporte une indication indiscutable sur la radicalisation qui s'empare des petites gens des villes et des campagnes.

Autre signe des temps : La quasi-totalité des 1.120 salariés de l'usine Continental de Clairoux ont mené jeudi un cortège de 10.000 manifestants à Compiègne (Oise). Nous pourrions citer également le rassemblement de 100 personnes dans la petite ville de Tonnerre dans l'Yonne (6000 habitants)

Autre indication qui était déjà perceptible le 19 janvier, la cristallisation de la haine envers Sarkozy et de l'aspiration à la chasser. Ainsi, dans son compte-rendu, le Monde titre : **Dans les cortèges, le "Sarkozy, casse-toi !" a fait consensus.** Et de citer un syndicaliste :

Pour Pascal Samouth, secrétaire général de l'union départementale FO Haute -Loire, "si le gouvernement ne veut pas négocier, les choses risquent de partir en vrille".

Comme on pouvait s'y attendre, Sarkozy ne bouge pas. A telle enseigne que son porte-voix Fillon est décrié dans la presse comme " autiste " face au mécontentement et à la colère qui montent dans tout le pays. Les média, pourtant peu portées à la contestation anti-gouvernementale, s'inquiètent de l'inertie gouvernementale, laquelle obéit à l'inertie des directions syndicales unies.

Les salariés étaient donc en droit d'attendre des directions syndicales unies qu'elles proposent une suite digne de ce nom à ces manifestations d'une ampleur inégalée. Ne devaient-elles pas se rencontrer, ce 20 mars, pour " rebondir " ?

La Une du quotidien *Sud Ouest* résume assez bien cette impasse dans laquelle les directions syndicales canalisent (pour l'instant !) le mouvement général de la classe ouvrière :

**SOCIAL. Les huit confédérations réunies hier à Paris ont repoussé au 30 mars une éventuelle décision sur la suite à donner au mouvement**

### **Les syndicats embarrassés par leur succès**

Ces directions syndicales avaient-elles seulement revendiqué une augmentation générale des salaires ? Non pas. Elles avaient exigé " des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités ". Ont-elles seulement revendiqué l'arrêt des licenciements, leur interdiction pure et simple ? Pas plus. Elles entendent " défendre l'emploi privé et public " ? Autant de vœux pieux qui font plus qu'affadir les aspirations des salariés, plus que les émousser. Autant de pétitions de principe qui ne mangent pas de pain mais servent, en fait, à corseter, encamisoler et vider de leur contenu les aspirations et besoins du plus grand nombre, de tous ceux qui ne vivent pas du travail d'autrui. Nul doute que l'ampleur " impressionnante " des manifestations embarrasses et impressionne et commence même à effrayer les directions syndicales car ce " tsunami " dans les rues porte en lui le " débordement " et l'aspiration à la grève générale illimitée dont Olivier Besancenot s'est fait le porte-parole devant les média.

Le Nouveau Parti Anticapitaliste, conséquemment, met en avant l'interdiction des licenciements et l'augmentation générale de 300 euros net de tous les salaires, pensions et allocations. Ces revendications vitales sont à mettre au compte d'un Plan d'urgence en faveur des salariés, des chômeurs, des retraités, des jeunes et de leurs familles. Dans ce Plan d'urgence, il y a tout autant la défense des services publics, contre toute fermeture de bureau de poste, de centre hospitalier, l'arrêt total de la privatisation de La Poste, de la SNCF. Autant de revendications unifiantes, sur le terrain de la lutte de classes. Autant d'exigences qui impliquent le refus de toute allégeance à l'égard du gouvernement en place, toute espèce de prostration devant Sarkozy.

Et, maintenant ? On n'en croit pas ses yeux, pas ses oreilles mais au lendemain de cette déferlante de manifestations impressionnantes, les directions syndicales se réunissent pour décider ... de ne rien faire ! " Dans ce contexte, elles mettent notamment en débat l'étape importante que constitue le 1er mai.". Voilà leur ultime réponse. Le tout, en continuant à mendier des " négociations " avec le gouvernement.

Face aux militants qui contestent cette attitude de capitulation sans combat, de prostration devant un gouvernement miné et considérablement affaibli, il ne manquait plus que Marie-George Buffet pour venir à la rescousse des chefs des confédérations ouvrières

**"Ne cherchons pas à remplacer les syndicats", a de son côté lancé Marie-George Buffet (PCF), pour qui l'écart entre deux manifestations "n'est pas un problème" car "entre-temps, les luttes continuent" dans les entreprises, dans l'Education, à l'hôpital.**

Entre deux manifestations, les luttes continuent ... en ordre dispersé, sans perspective, sans un plan national d'urgence de revendications claires, nettes et bien ciblées. Entre deux manifestations, le sort des salariés et de la population s'aggrave, confère la montée fulgurante du chômage et la saignée des emplois stables, des emplois qualifiés et industriels, à une échelle jamais atteinte.

Mais l'attitude que M-G Buffet partage avec Thibault, sous le couvert fallacieux de la sagesse et de l'esprit de responsabilité, ne va pas sans contradictions. Le refus de donner un objectif précis, clair et net obéit à la volonté politique de ne pas centraliser le combat, au nom de " la lutte dans les entreprises ", site par site, régions par régions, branches par branches. A ce sujet, François Wenz-Dumas, journaliste à Libération fait la réflexion suivante : " En 95, comme en 2006 contre le CPE, il y avait un objectif précis: la réforme des

retraites, ou le Contrat première embauche pour les jeunes. Cette fois, avec la crise, c'est un peu plus compliqué. Mais un scénario façon Guadeloupe n'est pas totalement écarté."

De toutes ses forces, toute la situation de crise générale appelle la grève générale, le rassemblement au grand jour de tous les exploités et les opprimés, selon la formule de Rosa Luxemburg.

A moins de vouloir, comme M-G Buffet, laisser les masses exposées aux coups les plus durs.

Grève générale pour les salaires et pour l'emploi ! Grève générale pour en finir avec Sarkozy et ses "réformes" ! Grève totale jusqu'à satisfaction, comme aux Antilles !

En construisant partout le NPA, dans les entreprises, dans les cités, les localités et les écoles, nous organisons la force pour aider la classe ouvrière à balayer les obstacles vers la grève générale. Tout est désormais une question de semaines...

## II - Notre planète

# États-Unis : Quatre mois après l'élection de Barack Obama

## Où va l'Amérique ?

Investi le 20 janvier comme 44<sup>e</sup> président des États-Unis, Barack Obama s'est placé sous le signe d'Abraham Lincoln, comme lui, il y a presque 150 ans, il s'est rendu à Washington en train, comme lui, il a prêté serment sur la bible, comme lui il a appelé à l'unité nationale. Mais la comparaison s'arrête là, la lutte qui s'annonce n'oppose pas le Nord au Sud des États-Unis, mais les salariés du plus puissant pays du monde aux banquiers de Wall-Street.

Nous assistons à la plus grande crise à laquelle sont confrontés les États-Unis depuis la grande dépression des années 1930. Plus d'un million de travailleurs ont été mis au chômage dans les deux derniers mois de 2008. L'AFL-CIO annonce que le cap de 20 millions de chômeurs est dépassé. Deux millions de maisons ont été saisies dans l'année 2008 en raison de la crise des "subprimes". Les "villages de toiles" pullulent aux portes des grandes agglomérations et en particulier en Californie, l'état le plus riche des États-Unis. On se croirait revenu au temps des "Raisins de la colère", ce roman de John Steinbeck porté à l'écran par John Ford, avec une puissance décuplée. L'avalanche des chiffres est trouvée "effrayante" par Barack Obama. Des millions de travailleurs et de jeunes, dont l'immense majorité des noirs, ont voté pour le changement en votant pour Obama. Mais quelle politique celui-ci a commencé à mettre en oeuvre ?

## Au service de Wall-Street

Alors que 50 millions d'américains n'ont aucune protection médicale de sécurité sociale. Obama propose une réforme de santé, de sécurité sociale, qui n'est autre que la généralisation d'un système de sécurité sociale privée sur la base des compagnies d'assurances privées. Autant dire que sa conséquence serait à terme l'augmentation du nombre d'américains sans protection sociale et l'aggravation de la situation si bien décrite dans le film de Michaël Moore sorti en 2007, "Sicko".

Son plan de sauvetage de l'économie - 825 milliards de dollars et 275 milliards d'exonérations d'impôts pour les patrons - est un plan de sauvetage des banquiers et des grandes compagnies automobiles (Ford, Général Motors, Chrysler...). Pour faire passer ces mesures, il a besoin de l'implication de l'AFL-CIO. C'est dire que le combat pour l'indépendance de la centrale syndicale ouvrière est de première importance pour la classe ouvrière américaine.

## Irak, Afghanistan, Palestine

Les deux millions d'américains qui ont assisté à la cérémonie d'investiture l'ont réaffirmé, ils veulent la fin de la guerre en Irak et en Afghanistan, le retour immédiat des GI's, la mise en place d'une véritable sécurité sociale solidaire, le retour des emplois détruits.

Mais l'impérialisme américain attend du nouveau Président qu'il défende ses intérêts, aux Etats-Unis et dans le monde. Ce qu'il a commencé de faire, avant même son investiture, en observant un silence complice face au massacre des Palestiniens organisé par Israël dans la bande de Gaza, par son approbation du plan Bush pour le secteur de l'automobile, un vaste plan de restructuration avec à la clef des centaines de milliers de licenciements. Tandis que des milliards de dollars sont versés pour sauver les banquiers de Wall-Street. Obama vient d'annoncer que l'armée américaine restera en Irak jusqu'en 2012 - sur les 150 000 soldats qui opèrent en Irak 100 000 devraient quitter le pays d'ici août 2010 - et que 30 000 hommes de troupe supplémentaires vont être envoyés en Afghanistan. Ce qui a comme corollaire une augmentation des dépenses militaires de l'ordre de 4% dans le budget présenté par Obama, la part des dépenses de guerre pour l'Irak et l'Afghanistan s'élève à 140 milliards de dollars sur un total de 534 milliards de dollars pour l'économie de guerre. Cette somme astronomique correspond au budget global de la nation classée 17° dans l'économie mondiale !

## Les premières ripostes

La crise au niveau national se répercute dans chacun des états. Celui de Californie le plus riche des Etats-Unis est au bord de la faillite. Chaque gouverneur entend comme le Président faire payer aux salariés et aux jeunes la crise du système capitaliste.

Le jeudi 15 mars, 75 000 manifestants ont envahi le centre de New-York, ils protestaient contre le projet de budget proposé par le gouverneur David Paterson qui signifie des réductions dans les services municipaux et sociaux de la ville, le lendemain c'était au tour des enseignants et des étudiants de manifester à l'autre bout du pays, à San Francisco contre les propositions de réduction du budget de l'éducation présentées par le gouverneur Arnold Schwarzenegger.

Le 21 mars auront lieu des manifestations contre la poursuite de la guerre en Irak et Afghanistan à l'appel des associations qui s'étaient dressées contre l'envahissement de l'Irak en 2005.

Ce ne sont encore que les prémices des affrontements à venir.

### Articles sous la direction et responsabilité du Comité éditorial

20 mars 2009

---

#### Annexe 1

##### Communiqué CGT du 19 03 09

Mobilisation du 19 mars 2009

##### **Ampleur impressionnante des grèves et des manifestations du 19 mars jeudi 19 mars 2009**

La nouvelle journée de mobilisation unitaire est incontestablement un grand succès. Le 19 mars, il y a eu plus de manifestations, plus de grèves et beaucoup plus de manifestants que le 29 janvier qui marquait déjà une mobilisation exceptionnelle.

3 millions de manifestants ont été recensés dans 219 manifestations (1)

Sur l'emploi, le pouvoir d'achat, la protection sociale ..., cette mobilisation a rassemblé de manière très large des millions de salariés du privé et du public, des jeunes et des retraités.

Une nouvelle fois, la dimension unitaire de la mobilisation a contribué à sa réussite, à élever le rapport de force et à ancrer la nécessaire détermination pour rendre les revendications incontournables.

Cette journée d'action, point d'orgue d'un climat social de plus en plus alimenté par de nombreuses luttes dans les entreprises est une nouvelle étape de la mobilisation. C'est donc un événement qui interpelle très directement le gouvernement et le patronat.

Comment prétendre ignorer cette mobilisation soutenue par près de 80 % des français ?

Certainement pas en qualifiant les grévistes et les manifestants de " démagogiques " comme l'a fait la

Présidente du Medef.

Certainement pas en culpabilisant les salariés en France puisque l'action syndicale est d'actualité dans plusieurs pays européens. Certainement pas en restant figé sur une politique économique et sociale de plus en plus contestée.

Certainement pas en comptant sur la division, l'usure et les provocations.

Nier l'ampleur grandissante de la mobilisation serait prendre une lourde responsabilité qui aurait des conséquences sur le climat social.

La plateforme unitaire portée par les syndicats doit sans tarder faire l'objet de négociations sérieuses impliquant l'Etat et le patronat.

Cette exigence doit continuer de s'exprimer en élargissant les initiatives d'actions dans les entreprises et les localités. Forts des mobilisations des 29 janvier et 19 mars, les salariés sont en droit d'obtenir à tous les niveaux des résultats sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail ...

Dès vendredi matin, l'intersyndicale se réunira pour examiner les futures initiatives interprofessionnelles coordonnées. La CGT y interviendra pour alimenter la dynamique revendicative en confortant l'unité syndicale.

Dans cette période lourde d'enjeux pour l'avenir des salariés, il faut renforcer le syndicalisme afin d'amplifier le courant d'adhésion à la CGT qui s'est exprimé aujourd'hui.

Montreuil, le 19 mars 2009

(1) - Le recensement de 1,2 millions de manifestants a été annoncé par la police dès 8h15 sur les radios, avant les manifestations ... !

La mobilisation en Europe

Après des manifestations à Dublin, Lisbonne, en Lituanie, en Islande, des manifestations syndicales sont programmées le 28 mars à Londres, le 2 avril à Athènes, le 4 avril à Rome, puis des manifestations de portée européenne se dérouleront le 14 mai à Bruxelles, le 15 mai à Madrid et le 16 mai à Berlin et à Prague.

## Annexe 2

Intersyndicale

### **Communiqué commun des organisations syndicales**

vendredi 20 mars 2009

CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA

La mobilisation du 19 mars 2009 a connu une ampleur incontestable, tant par le nombre de grévistes, du privé comme du public, que par le nombre de manifestants qui se sont retrouvés pour redire haut et fort qu'ils n'ont pas à payer une crise dont ils ne sont pas responsables. Le gouvernement et le patronat doivent entendre ce que disent les salariés et répondre aux propositions de l'intersyndicale. Les revendications en matière d'emploi dans le privé comme dans le public, de pouvoir d'achat et de relance économique, de garanties collectives, de services publics et de réglementation de la sphère financière qui s'étaient déjà exprimées le 29 janvier sont encore plus d'actualité aujourd'hui face à l'aggravation de la crise et de ses conséquences.

Le gouvernement s'entête à justifier des mesures comme le bouclier fiscal ou la défiscalisation des heures supplémentaires, alors même qu'elles aggravent les injustices et sont contre-productives face au développement du chômage. Il persiste dans sa politique de suppression d'emplois publics.

Des entreprises continuent à privilégier la rentabilité financière et à utiliser la crise pour accélérer des restructurations. Les suppressions d'emplois qui s'enchaînent renforcent l'inquiétude des salariés pour leur avenir et rendent légitime leur colère.

Face aux intransigeances gouvernementale et patronale, les organisations syndicales décident, sur la base de leur déclaration intersyndicale du 5 janvier, de rechercher les modalités les plus adaptées pour donner encore plus d'efficacité aux prochaines mobilisations.

Dans ce contexte, elles mettent notamment en débat l'étape importante que constitue le 1er mai.

Elles se retrouveront le 30 mars pour décider, en particulier, des prolongements au 29 janvier et au 19 mars.

D'ores et déjà, elles interpellent patronat et gouvernement pour que s'engagent sans délai les négociations et concertations indispensables.

A l'occasion du G20, elles rappellent leurs exigences de nouvelles régulations financières et sociales internationales contenues dans leur plate-forme du 5 janvier 2009 et exigent du Président de la République qu'il agisse en ce sens.

Les organisations syndicales réaffirment leur détermination à soutenir de toutes les manières possibles les salariés avec leurs syndicats engagés dans des actions. Elles appellent leurs organisations à amplifier les mobilisations et les initiatives.

Le 20 mars 2009

### Annexe 3

**Communiqué du jeudi 19 mars 2009**

#### **Déclaration du Bureau Confédéral FORCE OUVRIERE**

Les salariés peuvent être fiers de la réussite de la journée de grève et de manifestation du 19 mars 2009 qui a rassemblé sur l'ensemble du territoire plus de trois millions de manifestants, c'est-à-dire plus que la journée déjà réussie du 29 janvier.

Le gouvernement et le patronat doivent mesurer la détermination et la colère des salariés du public et du privé, tout comme ils doivent mesurer la montée du sentiment croissant d'injustice sociale.

Ils doivent donc répondre rapidement aux revendications en matière de pouvoir d'achat, d'emploi et de service public. Le bureau confédéral de Force Ouvrière marque sa détermination à obtenir satisfaction sur les revendications et d'ores et déjà réaffirme son soutien à tous les salariés dans les entreprises et administrations.

### Annexe 4

**Appel du 19 mars 2009 des organisations syndicales**

**CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA**

La forte mobilisation du 29 janvier a conduit le président de la République à annoncer à l'occasion de la rencontre avec les partenaires sociaux, le 18 février, une légère inflexion sociale à son plan de relance. En réponse à une partie des revendications avancées par les organisations syndicales, des mesures sont annoncées, des processus de concertation sont proposés sur le partage de la valeur ajoutée et des profits, un fonds d'investissement social est programmé.

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA considèrent que les mesures sont trop parcellaires pour modifier le cap économique de la politique gouvernementale. Par ailleurs le Président a refusé catégoriquement d'augmenter le Smic, de modifier sa politique d'emploi dans les fonctions publiques et de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires... A cela s'ajoutent l'attitude dogmatique du patronat et son refus d'assumer ses responsabilités.

La crise nécessite des réponses d'une toute autre portée. Les effets de la crise économique et financière s'accroissent et accroissent les inquiétudes des salariés. La recrudescence des suppressions d'emploi, d'utilisation du chômage partiel, contribuent à amplifier la récession et pèsent lourd sur le pouvoir d'achat qui se dégrade

Tout ceci conduit les organisations syndicales à poursuivre la mobilisation. Elles appellent à poursuivre les actions engagées dans les secteurs professionnels. Elles confirment la journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars 2009 qui donnera lieu à des grèves et des manifestations dans tout le pays.

En prolongement de leur déclaration commune du 5 janvier 2009, elles appellent leurs syndicats et les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, à faire entendre au gouvernement comme aux responsables patronaux et employeurs leurs revendications :

- . défendre l'emploi privé et public,
- . lutter contre la précarité et les dérèglementations économiques et sociales,
- . exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,
- . défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité

Elles expriment leur solidarité et leur soutien aux salariés des DOM et à leurs organisations syndicales et appellent gouvernement et patronat à répondre positivement aux revendications posées.

Elles conviennent de se réunir à nouveau le 20 mars 2009 à 8h00.

Paris, le 23 février 2009